



**COMMUNAUTE DE COMMUNES  
ENCLAVE DES PAPES PAYS DE GRIGNAN**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

Conseillers en exercice :	45
Présents : .....	30
Excusés : .....	12
Absents : .....	3
Procurations : ...	12
Suppléant : .....	0

**SEANCE DU 10 MAI 2023**

L'an deux mille vingt-trois, le dix mai à dix-huit heures trente, le CONSEIL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES régulièrement convoqué le quatre mai 2023, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, dans la salle de réunion de la Cité du Végétal (84600 VALREAS), lieu désigné de sa séance, en session ordinaire du deuxième trimestre.

**Sous la présidence de Monsieur Patrick ADRIEN, Président,**

**Étaient Présents :**

**Mesdames :**

**C. CHEYRON DESLYS, S. GENESTON, A. GUION MILESI, C. HILAIRE, C. LASCOMBES, D. MALLET, C. MERY, M. MIGNET, C. MOTTE, M.C. PEYRON, C. ROBERT, A. SAUREL, M. SERVAN**

**Messieurs :**

**P. ADRIEN, C. BARTHELEMY, J.L. BLANC, J.L. BODIN, R. BRANCHE, B. DOUTRES, J. FAGARD, C. FAU, J.M. GROSSET, P. MERY, J. PERTEK, J.M. ROUSSIN, P. SAYN, P.A. VALAYER, B. VALLE, G. VIAL, F. VIGNE**

**Étaient absents :**

**Mme G. CHAMBERT, M. B. DURIEUX, M. J. GIGONDAN**

**Étaient absents excusés :**

**Mme V. AYME, absente excusée, a donné pouvoir à Mme D. MALLET  
M. P. BERARD, absent excusé, a donné pouvoir à M. P.A. VALAYER  
Mme. L. CHEVALIER, absente excusée, a donné pouvoir à M. P. ADRIEN  
Mme R. FERRIGNO, absente excusée, a donné pouvoir à Mme M. SERVAN  
M. M. GUY, absent excusé, a donné pouvoir à M. C. FAU  
M. J.L. MARTIN, absent excusé, a donné pouvoir à Mme A. GUION MILESI  
M. J.P. MAZEL, absent excusé, a donné pouvoir à Mme M. MIGNET  
M. L. PACE, absent excusé, a donné pouvoir à M. J.L. BLANC  
M. N. PERRIN, absent excusé, a donné pouvoir à Mme C. CHEYRON DESLYS  
M. E. PHETISSON, absent excusé, a donné pouvoir à Mme A. SAUREL  
Mme C. TESTUD ROBERT, absente excusée, a donné pouvoir à M. B. VALLE  
M. C. VAUTENIN, absent excusé, a donné pouvoir à M. J.M. GROSSET**

**Madame Christiane MERY, désignée conformément à l'article L. 2121-15 du CGCT remplit les fonctions de secrétaire.**

**Délibération n°2023-53 : Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) –  
Modification du règlement du service – Création et modifications de tarifs – Approbation**

Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.1331-1 à L.1331-11 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2224-1 et suivants ;

Vu la délibération n°2014-13 en date du 24 janvier 2014, confirmant l'exercice de la compétence assainissement non collectif par la Communauté de Communes Enclave des Papes Pays de Grignan, qui a conservé à cet effet un Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) ;

Pour mémoire, le SPANC a pour mission d'assurer, sur l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes, le recensement et le diagnostic technique des installations d'assainissement non collectif (fosse septique, épandage, filtre, etc.), ainsi que la vérification périodique de leur bon fonctionnement et de leur entretien. L'objectif est de s'assurer que le fonctionnement des ouvrages

n'entraîne pas de pollution des eaux ou du milieu aquatique et que leurs effets ne portent pas, par conséquent, atteinte à la santé et à la salubrité publique.

Pour faire suite à la réorganisation du service et à la délibération du Conseil Communautaire n°2023-23 du 28 mars 2023 approuvant les nouveaux tarifs des prestations du SPANC à compter du 1<sup>er</sup> avril 2023, il convient de faire évoluer le règlement du service afin :

- De clarifier les procédures ;
- De définir les relations entre le SPANC et les usagers dans le cadre de la réorganisation du service et de préciser les droits et obligations de chacun ;
- De détailler l'ensemble des prestations du service qui sont :

Installation autonome inférieure à 20 équivalents habitants :

- Le contrôle de la conception des installations neuves ou à réhabiliter
- La vérification technique de la bonne exécution des ouvrages neufs ou réhabilités
- La vérification périodique du bon fonctionnement des ouvrages existants
- La vérification du système ANC dans le cadre d'une vente immobilière

Installation autonome supérieure à 20 équivalents habitants :

- Le contrôle de la conception des installations neuves ou à réhabiliter
- La vérification technique de la bonne exécution des ouvrages neufs ou réhabilités
- La vérification périodique du bon fonctionnement des ouvrages existants
- La vérification du système ANC dans le cadre d'une vente immobilière

(il est en effet à noter que les services de l'Etat pourront être amenés à nous confier certaines missions de contrôles, s'ils ne peuvent l'assurer via leurs services)

Faits inhérents au fonctionnement du service :

- Déplacement sans visite – Usager absent au rendez-vous non annulé 24 heures au préalable
- Deuxième étude de dossier de conception suite à un changement de filière
- Contre-visite
- Refus de contrôle – empêchement d'accès au site
- Travaux non réalisés dans le délai imparti

Le Président propose, en outre, de créer les tarifs correspondant à chacune des prestations du service ou situations qui n'étaient pas expressément visées dans le précédent règlement, à savoir :

- Contrôle des installations autonomes supérieures à 20 équivalents habitants :
  - Le contrôle de la conception des installations neuves ou à réhabiliter : 160 €
  - La vérification technique de la bonne exécution des ouvrages neufs ou réhabilités : 300 €
  - La vérification périodique du bon fonctionnement des ouvrages existants : 300 €
  - La vérification du système ANC dans le cadre d'une vente immobilière : 600 €
- Faits inhérents au fonctionnement du service :
  - Déplacement sans visite – Usager absent au rendez-vous non annulé 24 heures au préalable : 50 €
  - Deuxième étude de dossier de conception suite à un changement de filière : 80 €
  - Contre-visite : 80 €
  - Refus de contrôle – empêchement d'accès au site : 120 €
  - Travaux non réalisés dans le délai imparti : 500 €

**Le Président entendu,**

**Le Conseil après en avoir délibéré,**

**Et ce, par quarante-et-une (41) voix POUR et une (1) voix CONTRE,**

**VALIDE** les termes du règlement du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) annexé à la présente ;

**AUTORISE** la création des nouveaux tarifs tels que détaillés ci-dessous :

- Contrôle des installations autonomes supérieures à 20 équivalents habitants :
  - Le contrôle de la conception des installations neuves ou à réhabiliter : 160 €
  - La vérification technique de la bonne exécution des ouvrages neufs ou réhabilités : 300 €
  - La vérification périodique du bon fonctionnement des ouvrages existants : 300 €
  - La vérification du système ANC dans le cadre d'une vente immobilière : 600 €
  
- Faits inhérents au fonctionnement du service :
  - Déplacement sans visite – Usager absent au rendez-vous non annulé 24 heures au préalable : 50 €
  - Deuxième étude de dossier de conception suite à un changement de filière : 80 €
  - Contre-visite : 80 €
  - Refus de contrôle – empêchement d'accès au site : 120 €
  - Travaux non réalisés dans le délai imparti : 500 €

**CONFIRME** les tarifs appliqués pour les contrôles des installations autonomes inférieures à 20 équivalents habitants (délibération 2023-23 du 28 mars 2023) :

- Le contrôle de la conception des installations neuves ou à réhabiliter : 80 €
- La vérification technique de la bonne exécution des ouvrages neufs ou réhabilités : 150 €
- La vérification périodique du bon fonctionnement des ouvrages existants : 150 €
- La vérification du système ANC dans le cadre d'une vente immobilière : 300 €

**AUTORISE** le Président à signer toute pièce relative à cette affaire.

**Ainsi fait et délibéré le jour, mois et an susdits.  
Pour extrait certifié conforme.**

**La Secrétaire de Séance,  
Christiane MERY**

**Le Président,  
Patrick ADRIEN**

